



# Avancer, en position de force

Mémoire prébudgétaire présentée par la  
Fédération canadienne des sciences  
humaines devant le Comité permanent des  
finances



## Résumé

Un secteur des sciences humaines solide et productif nous assure d'avoir les diplômés et les idées innovatrices nécessaires pour encourager de nouvelles compagnies, de nouveaux emplois, de nouveaux investissements et la compréhension de notre monde en constante évolution. Notre capacité à former des individus talentueux, et à utiliser la recherche efficacement est un élément moteur, en fournissant un avantage concurrentiel à nos entreprises et en soutenant l'innovation dans la société.

Le Canada a de quoi être fier du soutien stratégique et soutenu accordé à la recherche et à la diffusion du savoir. C'est précisément pourquoi, même en période austère, il est crucial de maintenir ces investissements qui stimuleront l'innovation et amélioreront la qualité de vie au Canada, particulièrement au moment où certains pays luttent pour retrouver leur élan et se préparent à faire face à de nouvelles pressions sur les marchés financiers. Les investissements d'aujourd'hui nous aident à combler notre écart de productivité et créer les emplois et la prospérité nécessaires pour relever les défis de demain.

Lorsque de plus en plus de compagnies et d'acteurs sociaux réaliseront comment les partenariats de recherche de pointe les aident à connaître la nouvelle génération d'employés talentueux et créatifs, les universités attireront plus d'investissements externes. Par voie de conséquence, les meilleurs chercheurs de la relève seront encouragés à rester ici, malgré la compétition toujours plus forte à l'échelle mondiale pour attirer des chercheurs hautement qualifiés.

Nous espérons que le gouvernement fédéral conserve son rôle de chef de file et garantisse le succès du Canada dans l'économie du savoir en se concentrant sur le financement de la recherche, la collaboration interdisciplinaire et l'éducation aux cycles supérieurs. Nos recommandations, présentées dans ce document, sont nécessairement ciblées, puisque nous sommes conscients des contraintes financières qui doivent être prises en considération. Elles représentent des éléments-clé d'une R&D prospère, et nous croyons que ces priorités, appropriées dans un contexte de contraintes, offrent un fort potentiel en termes de d'impact et de rapport coûts-efficacité.

- 1. Continuer d'accroître le financement accordé aux organismes subventionnaires fédéraux pour soutenir l'innovation**
- 2. Favoriser la mobilisation intersectorielle des connaissances et de la recherche pour mieux comprendre notre monde, créer de nouveaux processus, produits et services et améliorer notre bien-être**
- 3. Investir dans la formation aux cycles supérieurs et la formation postdoctorale grâce à des bourses d'études et à des stages afin de préparer la prochaine génération d'employés, de dirigeants, d'innovateurs et de citoyens canadiens.**

Le président de la Fédération canadienne des sciences humaines, Graham Carr, doyen des études supérieures de l'Université Concordia, demande d'avoir la possibilité de discuter de ces recommandations directement avec le comité lors du processus de consultation. Entre-temps, le reste de ce mémoire fournit des arguments et de l'information supplémentaires à l'attention du comité.

Représentant plus de 85 000 chercheurs par le biais de 80 sociétés savantes, 79 universités et collèges et 6 sociétés affiliées, la Fédération canadienne des sciences humaines est le porte-parole national de la collectivité de recherche et de formation universitaire dans ces disciplines.

« En investissant au plus haut niveau du savoir canadien, ensemble nous pouvons accomplir des choses comme améliorer la santé des mères et des enfants, trouver de nouvelles façons de réduire la criminalité, ou en apprendre plus sur les écosystèmes de notre Arctique. Nous pourrions développer une compréhension approfondie de notre histoire ou inventer la nouvelle technologie révolutionnaire. » Stephen Harper (le 3 août 2011 ) (traduction)

## Introduction

Le Canada a de quoi être fier du soutien stratégique et soutenu accordé à la recherche et au développement du savoir. Le budget fédéral de 2011 a reconnu l'apport concret de la recherche en sciences humaines à la santé, l'environnement et la prospérité économique du Canada. Ceci, de pair avec plusieurs autres mesures déterminantes, démontre que le gouvernement demeure résolu à mettre en œuvre sa stratégie en matière d'innovation et de recherche ainsi qu'à soutenir les secteurs où il excelle, et ce, au moment même où il s'attaque en ce moment aux déficits.

Il est crucial de maintenir ces investissements qui stimuleront l'innovation et amélioreront la qualité de vie au Canada. Alors que certains pays luttent pour retrouver leur élan et se préparent à faire face à de nouvelles pressions sur les marchés financiers, nous avons l'occasion d'améliorer notre position concurrentielle en tant que chefs de file du savoir. Les investissements d'aujourd'hui nous aident à combler notre écart de productivité et à créer les emplois et la prospérité nécessaires pour relever les défis de demain.

Toutefois, comme nous l'avons réitéré récemment dans le rapport *L'état des lieux* du Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI), le Canada risque de voir son classement mondial en matière de recherche et développement (R-D) chuter davantage à moins d'améliorer son rendement en matière d'innovation. Le rapport stipule qu'une grande préoccupation est que le secteur privé n'a pas suffisamment investi en R-D et donne le programme de crédit d'impôt de la RS&DE de 2008 comme un exemple de politique qui n'a pas apporté les rendements sur les investissements attendus. Le prochain rapport du panel d'examen R-D donnera d'autres idées pour équilibrer nos mécanismes directs et indirects afin de stimuler l'innovation. Nous attendons avec impatience l'évaluation du panel et sommes prêts à collaborer avec le gouvernement et tous les partenaires pour mettre en œuvre les recommandations qui permettront d'obtenir les meilleurs résultats pour les Canadiens.

Par contre, nous ne pouvons, entre-temps, nous asseoir sur nos lauriers. Nous devons aller de l'avant, examiner les secteurs où notre rendement laisse à désirer et tirer des leçons d'anciennes initiatives en adoptant de nouvelles approches pour l'avenir. Il est clair que ces approches doivent être ancrées dans une compréhension poussée du contexte mondial, contexte qui évolue rapidement sur les plans démographique, économique, culturel et social.

Dans les faits, les autres pays stimulent l'innovation à des niveaux bien supérieurs au Canada et il est clair que, pour réussir, ils doivent investir dans l'éducation :

- Le secteur de l'éducation prend de plus en plus d'ampleur en Chine, en Asie et à Singapour. D'ici 10 ans, on prévoit que 50 % du PIB mondial proviendra des pays asiatiques<sup>1</sup>.
- Israël est un des pays qui investit le plus dans les établissements d'enseignement par rapport à son PIB et qui a le taux d'investissement en R-D le plus élevé par rapport à son PIB ainsi que le meilleur ratio de diplômes universitaires par habitant<sup>2</sup>.
- Selon l'Association des universités et collèges du Canada, le Brésil produit déjà deux fois plus de titulaires de doctorats que le Canada, et, au cours de la prochaine décennie, le gouvernement indien s'attend à ce que 1 400 nouveaux établissements postsecondaires soient créés afin de servir sept millions d'étudiants supplémentaires.

Pour demeurer concurrentiels dans l'économie mondiale du savoir, nous devons accroître le nombre de diplômés avec des idées brillantes, des compétences en recherche exceptionnelles et une soif de les mettre en application. Des personnes talentueuses, créatives et motivées sont essentielles à la prospérité des sociétés. Quand ils collaborent, non

<sup>1</sup> Research Money, le 22 juin 2011.

<sup>2</sup> Inside Higher Ed, le 11 juillet 2011.

seulement avec les citoyens, les entreprises et les institutions du Canada, mais aussi avec ceux à l'étranger, nous améliorons notre économie, notre santé, nos perspectives d'emploi et notre bien-être.

Le succès dans ces secteurs nécessite des investissements stratégiques des sciences humaines, ce qui permet aux économistes, psychologues, politologues, sociologues et historiens – pour ne nommer qu'eux – de répondre aux questions les plus pressantes au Canada. Qui plus est, un secteur des sciences humaines bien soutenu fournit au Canada les diplômés en demande sur le marché du travail, attire ici des gens de talent et stimule les idées pour le développement d'entreprises et d'emplois et d'investissements. Notre capacité de produire et d'utiliser la recherche universitaire dans ces disciplines efficacement est essentielle pour donner un avantage concurrentiel à notre pays.

Un autre atout majeur est la riche diversité du Canada. Selon Scott Page, Leonid Hurwicz Collegiate Professor en systèmes complexes, sciences politiques et économie à l'University of Michigan, « L'innovation donne les semences de la croissance économique, et pour que cette croissance économique arrive, cela dépend autant de la différence collective que la capacité à agréger... Trouver de nouvelles et de meilleures solutions, innover, exige de penser autrement. C'est pourquoi la diversité alimente l'innovation » (*traduction*).

Nous avons un potentiel inexploité énorme, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la recherche. De la même manière, les arts, l'industrie et les secteurs public et à but non lucratif – de même que des gens de toutes les franges de la société – débordent de créativité et du désir d'apporter d'importants changements. Les retombées que procurent les investissements prudents en éducation sont considérables en ce qui concerne les avantages à moyen terme et à long terme pour la société et l'économie.

Nos recommandations, mentionnées ici, sont nécessairement ciblées, puisque nous sommes conscients des pressions financières qui doivent être prises en considération. Elles représentent des éléments-clé d'une R-D prospère, et nous croyons que ces priorités, appropriées dans un contexte de contraintes, offrent un fort potentiel en termes de d'impact et de rapport coûts-efficacité.

## **1. Continuer d'accroître le financement accordé aux organismes subventionnaires fédéraux pour soutenir l'innovation**

Le budget fédéral de 2011 a reconnu l'apport concret de la recherche et de la formation, toutes disciplines confondues, à la santé, à l'environnement et à la prospérité économique du Canada. Les investissements accordés aux trois organismes subventionnaires fédéraux, dont sept millions de dollars au Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), ce qui représente une plus grande part pour ces disciplines, et la création de 10 nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada, sont des signes positifs qui ont été bien accueillis par le milieu de la recherche.

Toutefois, le CRSH, les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et la Fondation canadienne pour l'innovation ont besoin de plus de financement afin qu'ils puissent mieux procéder à la mobilisation des connaissances, à l'innovation sociale et à la commercialisation. Ce financement supplémentaire permettra au Canada de se positionner comme un centre d'excellence de la recherche internationale, de stimuler l'innovation et la créativité dans tous les secteurs et de contribuer à créer un milieu propice pour former les chefs de file de demain.

Les organismes subventionnaires, tout particulièrement le CRSH, ont réorganisé en profondeur leurs programmes pour précisément soutenir le talent, l'innovation et les partenariats. Ainsi, financer l'ensemble des activités de recherche existantes sous forme d'investissement public pour tous les Canadiens aura une incidence à plus long terme.

Les importantes contributions de la création artistique et de la recherche en sciences humaines à tous les secteurs de la société et de l'économie sont de plus en plus reconnues. Tout récemment, l'Institute for Competitiveness & Prosperity a démontré qu'il est essentiel « d'élargir les investissements en recherche au-delà des sciences exactes » puisqu'il reconnaît l'apport d'une diversité de disciplines et de compétences de gestion à notre compétitivité et à notre prospérité.

Les résultats de la recherche – publications, citations et principales distinctions – permettent de cerner les répercussions des contributions d’une université au savoir en sciences, en technologie, en génie et en sciences de la santé. Toutefois, la qualité de vie élevée et la stabilité économique au Canada témoignent également de la valeur d’investissements suffisants dans la recherche en sciences humaines.

## **2. Favoriser la mobilisation intersectorielle des connaissances et de la recherche pour mieux comprendre notre monde, créer de nouveaux processus, produits et services et améliorer notre bien-être**

L’investissement dans les sciences, la technologie et la médecine est essentiel aux progrès sociaux et économiques. Par contre, les questions de savoir *comment* et *où* nous investissons sont déterminantes. Jusqu’à récemment, les tablettes électroniques n’existaient pas. Nous ne pouvons qu’imaginer où nous aura menés la technologie dans trois ans. Dans l’économie du savoir et la société numérique, il est essentiel de se doter de gens qui savent s’adapter, qui savent utiliser et situer les nouvelles technologies, les langues et les réalités et qui remettent des savoirs particuliers dans un contexte de compréhension plus large.

Il n’est donc pas étonnant que Google a récemment annoncé son plan d’embaucher de 4 000 à 5 000 diplômés des lettres et des sciences humaines<sup>3</sup>. Comme d’autres industries et organisations de pointe, Google reconnaît que les personnes formées en sciences humaines savent tenir compte du contexte dans une ère de mondialisation, sont créatives, savent faire preuve de raisonnement analytique et prendre des positions intellectuelles risquées.

Ainsi, nous devons trouver des moyens plus efficaces de favoriser la création de liens entre le monde universitaire et les opportunités qui améliorent le développement social et économique et donner de l’essor à notre potentiel créatif. Comme en a conclu le rapport du CSTI, soutenir de plus fortes collaborations entre l’université et l’industrie est un des moyens d’atteindre cet objectif. De la même manière, accroître le nombre de partenariats avec les universités, les collectivités et les gouvernements, qui dépassent le cadre de projets ponctuels nous aiderait à aborder des enjeux transversaux, complexes et mondiaux.

Plusieurs programmes ont vu le jour au Canada pour favoriser ces partenariats et créer de véritables incubateurs d’innovation impliquant un large éventail de parties intéressées. En vertu de la nouvelle architecture des programmes au CRSH, près des deux tiers des plus récentes propositions pour le concours de Subventions de partenariat comprennent des partenaires des secteurs privé et sans but lucratif. Quant aux propositions pour les Subventions de développement de partenariat, elles comprennent des partenaires canadiens et internationaux provenant de grandes entreprises de télécommunications, d’intervenants du milieu culturel et d’organisations de partout au monde, y compris des États-Unis, de Chine, de France et du Royaume-Uni.

Investir davantage dans ces programmes ou d’autres, comme le Programme d’aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches Canada (PARI-CNRC), favoriserait les liens entre l’industrie et les meilleurs chercheurs en sciences humaines.

« La lutte contre le crime est l’une des quatre priorités de la Ville de Surrey. Nous considérons notre partenariat avec l’Alliance de recherche université-communauté Acting Together comme étant un élément clé de cette lutte. Nous travaillerons ensemble afin de mettre en place des partenariats, de trouver des solutions aux causes profondes du crime et, finalement, de réunir toutes les parties intéressées qui partagent notre objectif commun de veiller au maintien d’une communauté en bonne santé et dynamique où règne la sécurité. »

**Dianne Watts, mairesse, ville de Surrey**

« Pour les chercheurs, la recherche mettant en relation des chercheurs et des praticiens donne accès à de l’information inédite indispensable pour nourrir une bonne analyse et la théoriser. Pour les représentants de la communauté, elle fournit une expertise et un savoir-faire de grande qualité permettant de mieux connaître et comprendre leur réalité, ce qui leur permet de mieux structurer leur développement. »

**Jean-Marc Fontan, professeur de sociologie, Université du Québec à Montréal**

<sup>3</sup> Macleans.ca, le 19 mai 2011

### 3. Investir dans la formation aux cycles supérieurs et la formation postdoctorale grâce à des bourses d'études et à des stages afin de préparer la prochaine génération d'employés, de dirigeants, d'innovateurs et de citoyens canadiens

L'enseignement supérieur est essentiel pour qu'un pays soit compétitif à l'échelle internationale, mais, par rapport à sa population, le Canada traîne derrière les États-Unis et d'autres pays de l'OCDE puisqu'il produit 35 % de moins de titulaires de doctorats par habitant que la moyenne.

Pour enrichir le milieu d'apprentissage des étudiants aux cycles supérieurs et ajouter de la valeur aux entreprises canadiennes, aux organismes à but non lucratif et aux autres organisations, les initiatives doivent inciter les étudiants à interagir avec les utilisateurs de la recherche et les futurs employeurs. En découvrant la façon dont l'industrie conçoit la recherche, les étudiants aux cycles supérieurs acquièrent les connaissances et des compétences en demande dans tous les secteurs. Les employeurs doivent aussi trouver des moyens de créer des liens significatifs avec les diplômés qui peuvent ainsi utiliser leurs connaissances, leurs compétences et leur imagination pour relever des défis, aidant ainsi le Canada à garder ses meilleurs cerveaux.

Les programmes de Mitacs, pour former et placer des étudiants, en sont un exemple. Avec un mandat élargi, qui permet à des organismes sans but lucratif et à des organisations sociales (en plus des entreprises) d'avoir accès au financement fédéral, par le biais de son programme de stages *Accélération*, Mitacs serait en mesure d'aider des centaines d'autres organisations chaque année à créer un lien avec des étudiants en sciences humaines qui peuvent répondre à leurs besoins en matière de recherche. Pareillement, avec plus de soutien des réseaux intersectoriels, nous pourrions voir plus d'initiatives des universités, comme le Conrad Business de l'University of Waterloo, l'Entrepreneurship and Technology Centre, le Digital Media Zone de la Ryerson University ou le Dobson Centre for Entrepreneurial Studies de l'Université McGill, prendre de l'ampleur.

Le Canada a investi dans l'infrastructure et la recherche universitaires et dans la préparation de la prochaine génération par l'entremise des Chaires d'excellence en recherche du Canada, des Chaires de recherche du Canada, du Programme de bourses postdoctorales Banting et du Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier. En plus de ces programmes reconnus mondialement, nous avons besoin d'élargir les programmes de bourses d'études supérieures du Canada et de bourses postdoctorales financés par le CRSH et d'autres organismes subventionnaires. Ceci contribue à développer une plus grande masse critique d'étudiants aux cycles supérieurs e qui sont en mesure d'appliquer leurs connaissances et leurs compétences dans tous les secteurs, devenant ainsi des champions d'une plus grande collaboration dans la nouvelle économie du savoir.

## Conclusion

En raison des énormes forces complexes et internationales qui continueront de nous toucher au cours des prochaines années, nous devons appuyer et élargir une approche canadienne, ascendante, visant l'excellence dans l'économie du savoir. Nous devons renforcer nos réseaux et édifier une culture d'innovation au Canada.

En agissant maintenant, même graduellement, le Canada peut aider un nombre accru d'universités et de collèges à enseigner et former le talent requis pour répondre aux demandes de la société et du marché du travail ainsi que favoriser la création d'entreprises et d'emplois et accroître les investissements. Plus encore, nous pouvons aider les organisations à voir les partenariats avec les universités comme un moyen de créer un lien avec la prochaine génération d'employés compétents. Cette approche fera en sorte que les jeunes constatent les occasions attrayantes qui s'offrent à eux s'ils restent au pays et qu'ils peuvent apporter leur aide au Canada même si la concurrence à l'étranger pour la demande de chercheurs hautement qualifiés atteint un niveau jamais vu.

Les universités, les entreprises, les gouvernements et les organismes à but non lucratif doivent collaborer pour régler des questions transversales, non seulement quand les crises surviennent, mais également celles qui surviennent, mais aussi de façon proactive entre elles. En travaillant ensemble, tous les secteurs peuvent intégrer l'innovation dans notre culture et transformer notre entreprise de recherche – la croissance et la prospérité futures du Canada en dépendent.